

**SOUS EMBARGO JUSQU'AU MARDI 31 JANVIER 2023 À 6 H 01 CET / 00 H 01 EST**

## **IPC 2022 DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE: LA CORRUPTION EST UN FACTEUR AGGRAVANT DE CRISES DÉJÀ MULTIPLES**

*Le score régional moyen de l'Afrique subsaharienne dans l'Indice de perception de la corruption (IPC), qui est de 32 sur 100, marque une autre année de stagnation. Sur les 49 pays évalués, 44 obtiennent encore un score inférieur à 50. Les progrès réalisés par quelques pays sont occultés par les baisses de scores notables observées dans d'autres.*

Les résultats de l'IPC de cette année démontrent comment les voies interdépendantes de la démocratie, la sécurité et le développement en Afrique subsaharienne sont érodées par la corruption – en particulier en ces temps de crises mondiales. La région lutte pour se relever de la pandémie de COVID-19 et contrôler l'augmentation du coût de la vie. Des moyens financiers importants sont nécessaires pour faire face aux conséquences des défis économiques, sanitaires et écologiques et, surtout, il faut veiller à ce qu'ils ne soient pas engloutis par la corruption.

Les **Seychelles** continuent d'être en tête de la région avec un score de 70, suivies du **Botswana** et du **Cap-Vert**, avec un score de 60. Le **Burundi** (17), la **Guinée équatoriale** (17), le **Soudan du Sud** (13) et la **Somalie** (12) sont les pays avec les scores les plus faibles.

Les conflits et les problèmes sécuritaires ont affaibli davantage les institutions et sapé la capacité des États à s'attaquer de manière décisive à la corruption. Une telle situation n'a pas non plus aidé à prévenir la fuite des capitaux dans la région, estimée à plusieurs [dizaines de milliards de dollars chaque année](#). Les mécanismes de contrôle indépendant du pouvoir ont continué de subir des coups. Plusieurs figures de l'opposition et militants ont été la cible d'intimidations, de dénigrement ou d'arrestations – parfois sous prétexte de mesures de répression de la corruption et avec la complicité de systèmes judiciaires fortement politisés.

La pandémie a affecté les moyens de subsistance des populations, creusé les inégalités et accru les risques de prolifération de la corruption dans la région. Il n'est pas étonnant, dès lors, que le thème de la corruption ait été au cœur des débats électoraux en 2022. L'intégrité des scrutins est aussi restée un sujet de préoccupation. Au **Kenya** (32), les élections ont mis en lumière le besoin urgent de contrôle public du financement politique. Cette même question sera prépondérante au **Nigeria** (24) et au **Ghana** (43) où des processus électoraux sont prévus respectivement en 2023 et en 2024.

### **Stabilité et réforme : les plus performants et les moins performants**

Le **Botswana** (60) reste l'un des plus pays les performants de la région grâce à son solide système démocratique dans lequel les cadres législatifs et des politiques générales se sont constamment améliorés. Le renforcement des partis d'opposition a conduit à la mise en œuvre de mesures de lutte contre la corruption, notamment la loi de 2016 sur les lanceurs d'alerte, suivie de la loi de 2019 [relative à la déclaration de l'actif et du passif](#) des personnes publiques.

Les réformes engagées dans le secteur public au **Cap-Vert** (60) ont également permis à ce pays de rester l'un des mieux classés de la région. Conformément à ses engagements dans le cadre de l'[Open Government Partnership](#), il a adopté plusieurs mesures visant à accroître la transparence du travail gouvernemental et des transactions commerciales.

On trouve, à l'autre extrémité du tableau, la **Guinée équatoriale** (17), toujours aux mains de la famille dirigeante qui l'exploite inlassablement. En effet, depuis près de quarante ans, l'organisation politique, économique et juridique du pays est entièrement sous contrôle du Président Teodoro Obiang Nguema, ses proches et ses acolytes. En novembre 2022, ce dirigeant qui détient le record de longévité au pouvoir, a été [réélu pour un sixième mandat](#) avec 95 % des voix. Cette élection a bien sûr été critiquée par les observateurs internationaux qui l'ont qualifiée d'inéquitable et de non libre. En janvier 2023, l'un des fils du président a été arrêté pour des allégations de corruption pour vente présumée d'un avion appartenant à la compagnie aérienne nationale du pays.

Le **Soudan du Sud** (13) continue de faire face à de nombreuses difficultés. La pandémie a exacerbé les problèmes économiques et la situation humanitaire est désastreuse : selon l'ONU, plus de la moitié de la population est confrontée à [une insécurité alimentaire aiguë](#), et la corruption y étant pour quelque chose. Un [rapport récent](#) a révélé que l'argent destiné à l'acquisition d'aliments, de médicaments et de carburant aurait été volé en raison d'une fraude massive montée par un réseau de politiciens corrompus, dont certains entretiennent des liens avec la famille du chef de l'État. Sur le plan politique, le pays est également en pleine tourmente. Une période de transition démocratique en 2019 a été suivie par un coup d'État militaire.

La **Somalie** (12) est de retour tout en bas du classement régional et mondial de l'IPC. Le pays est englué dans une spirale de [violence et d'instabilité](#) depuis plus de trois décennies et ne dispose pratiquement d'aucun moyen pour enrayer la corruption endémique. En octobre 2022, le tout nouveau Président élu, Hassan Sheikh Mohamud, a dissous par décret deux organes clés de lutte contre la corruption – la Commission des services judiciaires et la Commission de lutte contre la corruption. Il avait d'ailleurs, dans le passé, [été accusé de corruption et d'abus de pouvoir](#). Et dans le même temps, les conditions économiques et humanitaires des Somaliens ne cessent de se détériorer.

## **Les contre-poids au pouvoir exécutif sont essentiels pour une amélioration**

**L'Angola** (33) a connu une remontée significative au cours des dernières années, avec un gain de 14 points dans l'IPC depuis 2018. L'engagement continu du Président João Lourenço en vue d'éradiquer la corruption systémique dans le pays montre ses effets, et des [lois plus strictes ont été votées](#). Le procureur général du pays a récemment demandé à Interpol d'intercepter Isabel dos Santos, la fille de l'ancien Président, et la Cour suprême a ordonné la saisie de ses avoirs. Toutefois, la crainte demeure que les enquêtes sur les affaires de corruption soient motivées par des raisons politiques et que le parti au pouvoir cherche en fait à [cibler l'opposition](#).

**L'Éthiopie** (38), le **Kenya** (32), les **Seychelles** (70) et la **Tanzanie** (38) sont les autres pays ayant réussi à améliorer sensiblement leurs scores IPC. Aux Seychelles, un pas en avant

a été fait avec la réforme de la loi de lutte contre la corruption en 2019 ; mais la Commission d'éthique des agents publics n'est pas dotée de pouvoirs d'enquête.

En revanche, plusieurs autres pays ont sensiblement régressé au cours des dernières années, ainsi le **Lesotho** qui est passé de 49 points en 2014 à 37 actuellement, ce qui peut s'expliquer par l'ingérence de l'exécutif dans les institutions indépendantes, comme en témoigne le blocage orchestré entre la police et l'armée. Et si une avancée positive est à noter vers une séparation des institutions avec la mise en place de l'Autorité nationale des réformes, ses effets se font encore attendre.

## **Lutte contre la corruption, paix et sécurité**

Outre les crises qui secouent actuellement le monde – changement climatique, guerre en Ukraine, cherté du coût de la vie – et qui obscurcissent directement les perspectives de la région, un certain nombre de pays de l'Afrique subsaharienne ont à faire face à des problèmes sécuritaires – qu'il s'agisse de coups d'État militaires, de la montée de l'extrémisme, d'attaques terroristes ou de l'augmentation de la criminalité. De tels constats montrent que, bien souvent, qui dit corruption dit conflit.

Selon l'Indice mondial de la paix 2022 de l'Institut pour l'économie et la paix, la **République centrafricaine** (24), la **République démocratique du Congo** (20), la **Somalie** (12), le **Soudan du Sud** (13) et le **Soudan** (22) sont rangés parmi les [dix pays les moins pacifiques](#) dans le monde ; sans surprise, l'IPC les place dans la catégorie des 30 derniers pays du classement.

Dans l'ensemble de la région, les forces de défense nationales, piètrement dirigées, ont du mal à relever de tels défis sécuritaires et leur vulnérabilité face à la corruption compromet d'autant la réponse attendue des États. En République démocratique du Congo (RDC), par exemple, où le contexte politique est instable, la corruption profondément ancrée donne le champ libre aux groupes armés illégaux pour mener leurs activités, qu'il s'agisse du [trafic de minéraux ou d'espèces sauvages](#), ce qui menace la sécurité des populations et favorise le pillage des ressources. Les groupes armés déstabilisent les pays et toute la région, comme c'est le cas du Mouvement du 23 mars et du dénommé État islamique qui a noué des liens avec [la milice mozambicaine Al-Shabab](#)

Le score IPC du **Mali** (28) a reculé de sept points par rapport à son pic, en 2015, qui était de 35. Si la corruption n'est pas nécessairement un facteur déterminant de la situation de conflit, les divisions à l'origine de la violence ont été renforcées par des années de mauvaise gestion et d'indifférence au sort de certains segments de la société malienne. Les revendications que les groupes djihadistes ont su exploiter découlent en grande partie des problèmes de corruption dans ce pays.

Toutefois, l'absence de conflit armé n'est pas systématiquement signe de stabilité politique. Dans divers pays non touchés par la guerre, les gouvernements continuent de considérer les militants anti-corruption comme des ennemis publics. C'est le cas à **Madagascar** (26), où la directrice exécutive et le président du conseil d'administration de la section nationale de Transparency International font l'objet de [poursuites pénales](#) pour avoir demandé qu'une enquête soit ouverte concernant plusieurs entreprises impliquées dans le commerce du litchi malgache.

Ces affaires montrent que les acteurs de la lutte contre la corruption et les lanceurs d'alerte prennent des risques énormes dans les pays d'Afrique sub-saharienne lorsqu'ils dénoncent la corruption. La législation sur la protection des lanceurs d'alerte n'est guère avancée dans cette région et de nombreux pays, le **Kenya** (32) entre autres, n'en possèdent pas. Et dans les pays qui disposent de telles lois ou de politiques, comme le **Nigeria** (24), celles-ci présentent des lacunes ou bien leur [mise en œuvre laisse sérieusement à désirer](#).

Néanmoins, quelques bonnes nouvelles méritent aussi d'être soulignées. La guerre dévastatrice qui depuis novembre 2020 touchait la région du Tigré, en **Éthiopie** (38), a connu une pause. Davantage de dirigeants de la région ont défendu la démocratie et l'Union africaine a marqué sa position contre les prises de pouvoir militaires, tout en continuant à promouvoir l'intégration économique, sécuritaire et politique du continent.

## L'Afrique du Sud : pays à observer

Si **l'Afrique du Sud**, avec un score de 43, dépasse la moyenne régionale qui est de 32, la corruption qui touche le secteur public est également un grave problème dans ce pays situé à la pointe sud du continent. Assez récemment, ce constat a été corroboré par une série de scandales dans lesquels sont impliqués l'ancien Président et celui en exercice.

En juin 2022, une commission judiciaire, présidée par le premier magistrat du pays, Raymond Zondo, a rendu les conclusions finales d'une [enquête qui a duré trois ans](#) sur le climat de corruption profond qui existe en Afrique du Sud. Le rapport de près de [5 000 pages](#) met en cause l'ancien Président Jacob Zuma, et critique également la façon dont l'actuel, Cyril Ramaphosa, a répondu à des allégations d'inconduite. En octobre, le [Président en fonctions a émis un communiqué en réaction](#) aux recommandations et conclusions de l'enquête, dans lequel il annonce que le gouvernement présentera une « proposition globale relative à un cadre institutionnel efficace et intégré de lutte contre la corruption », et consultera la population à ce sujet.

Néanmoins, il doit encore actuellement se sortir du propre scandale de corruption qui le frappe, appelé le [Farmgate](#). Il est en effet accusé d'avoir dissimulé un vol commis en 2020 (au cours duquel une somme entre 500 000 et plusieurs millions de dollars américains a été dérobée dans sa propriété), apparemment pour éviter d'avoir à rendre compte de la provenance de ces sommes d'argent liquide importantes. Le Président Ramaphosa, qui a remporté les élections sur une plate-forme de campagne axée sur la lutte contre la corruption en 2018, a nié son implication dans tout acte répréhensible. En dépit de quelques signes initiaux laissant entendre qu'il allait démissionner, il a échappé au vote de destitution devant le Parlement et a même été réélu à la tête du parti African National Congress (ANC) en décembre 2022. Il [fait encore l'objet d'une enquête à l'heure actuelle](#).

## Sortir de la crise multidimensionnelle

La plupart des États de l'Afrique subsaharienne ont signé ou ratifié la Convention des Nations Unies contre la corruption, ce qui témoigne d'un certain engagement dans cette lutte, mais les dirigeants africains ne peuvent en rester là. Pour aller beaucoup plus loin, ils doivent prioriser les réformes de bonne gouvernance présentement en suspens à

l'étude, et notamment les mesures visant à protéger les libertés fondamentales. L'intégrité en politique est cruciale pour s'assurer que les deniers publics soient utilisés uniquement à des fins d'intérêt général. Les États doivent également assurer la protection de la société civile afin que les organisations qui la représentent puissent exiger des comptes aux gouvernants.

Dans le contexte actuel, caractérisé par de multiples crises, les gouvernements de la région doivent accorder une attention particulière aux mesures destinées à endiguer la corruption, en particulier dans les situations d'urgence, qu'elles soient liées aux conflits, à la santé publique ou aux catastrophes naturelles. Les États doivent donc, sans plus tarder, rendre leurs systèmes de passation de marchés publics plus transparents, et poursuivre et sanctionner toute malversation des fonds de relance postpandémie.

Ils doivent également faire davantage pour empêcher que des milliards de dollars ne s'évaporent à l'étranger chaque année. Les sections de Transparency International dans la région ont exprimé ces préoccupations au début de l'année lorsqu'elles [ont appelé l'Union africaine](#) à respecter ses engagements en matière de lutte contre la corruption, à protéger les militants de cette cause et à accélérer les stratégies destinées à enrayer les flux financiers illicites.